

Gouvernance du Futur



Contexte

La façon dont nous élaborons des politiques, ainsi que la façon dont nous les appliquons, sont en évolution, que ce soit sous l'influence de nouvelles technologies ou parce que les citoyens se réapproprient le domaine politique. Le *big data*, le *blockchain*, l'intelligence artificielle et bon nombre d'autres technologies offrent de nouvelles possibilités pour améliorer le fonctionnement des administrations publiques et ainsi accroître la confiance dans cette politique. Dans différentes villes et pays s'organisent des expériences conçues autour de la participation, la confiance et la durabilité. La *civic tech* relie ces innovations technologiques à ces innovations organisationnelles. L'évolution vers une politique axée sur des connaissances scientifiques peut, en soi, augmenter la durabilité de la politique menée et la confiance qu'elle inspire.

Ces nouvelles tendances créent des attentes élevées auprès de la population, ainsi que de grandes ambitions politiques. Dans un monde idéal, ces tendances peuvent mener à une politique flexible, fluide, informée et personnalisée qui répond aux besoins du citoyen. Parallèlement, elles soulèvent des questions importantes et posent des défis au niveau de la faisabilité, la réalisabilité, la sécurité, la liberté, l'éthique...

Challenges

Entre une forme croissante de désaveux des acteurs politiques classiques et les tendances de transformations sociétales en cours, une pression croissante s'exerce tant sur le monde politique que sur les administrations. Que ce soit par une digitalisation plus importante, une ouverture à la décision auprès des citoyens, une approche plus intégrative..., la gouvernance publique et politique ne pourra pas réussir à rencontrer les défis de demain si elle n'évolue pas. De nombreuses questions spécifiques peuvent être abordées dans cet appel, mais devront au final apporter une (partie de la) réponse à la question suivante : Comment organiser un gouvernement et une administration publique axés sur le citoyen, coopératifs, en réseau et éthiques, soutenus ou non par des solutions technologiques innovantes, qui pourront répondre aux défis d'une société durable et juste pour demain ?

Il est à noter qu'Innoviris ne soutiendra pas de projets relevant du dogme politique ni de projet qui s'apparenterait à un marché public pour le seul bénéfice d'une administration. Nous resterons purement dans le cadre de l'organisation de la gouvernance et de ces instruments.

Exemple de sous-questions de recherche pertinentes :

Si on constate une augmentation de la demande citoyenne pour se réapproprier la gouvernance de la chose publique, lors de ces dernières élections communales (et probablement régionales ou fédérales), plusieurs partis proposaient des formes de gouvernance participative ou citoyenne dans leur programme. Dans quelle mesure (et comment) cela va être mis en place ? Quel pan décisionnel va réellement être placé entre les mains des citoyens ? Comment ceux-ci vont se l'approprier ?

Quels sont les outils, IT ou non pertinents pour la région ? Quels trajets d'implémentation seraient réalistes ? Quels sont les bénéfices sociétaux à attendre ? Quel est l'impact sur la justice sociale ? Quels sont les opportunités ou les obstacles à l'implémentation des solutions technologiques ? Quelles sont les alternatives non technologiques ?

Comment le gouvernement ou les administrations peuvent-ils innover leur propre politique dans un cadre de règles, procédures et procédés existants (clarification, simplification, flexibilité pour l'innovation et l'expérimentation, la gestion des risques et la complexité) ? Comment l'impact de la politique du gouvernement ou des administrations peut-il être renforcé par un transfert de connaissances, scientifiques ou autres, plus efficace ? Et comment améliorer ce transfert ?

Parrains possibles : Parlement bruxellois, communes, cabinets, administrations, ...